

## **Section Thématique 8 « Pour une politique des émotions »**

**Consuelo Biskupovic, EHES/Université du Chili**

[cbiskupovic@gmail.com](mailto:cbiskupovic@gmail.com)

### **Expertise et amour dans la défense de la nature**

#### **I. Une ethnographie du Réseau de Défense de la Précordillère**

A partir d'une ethnographie<sup>1</sup> à Santiago du Chili (2007-2011), cette enquête s'interroge sur l'expérience politique d'une association citoyenne (Réseau de Défense de la Précordillère, RDP) créée en 2006 par les riverains du quartier de Lo Cañas de la commune de La Florida (362903 habitants) afin de protéger celle qu'ils considèrent la dernière forêt primaire de la précordillère de Santiago, Chili.

Deux événements à Lo Cañas marquent la consolidation du Réseau de Défense de la Précordillère. Tout d'abord, une « catastrophe » occasionnée par les coulées de boue (appelé « el aluvión ») qui, en 1993, inondent une grande partie de Santiago, et affectent considérablement la précordillère de La Florida. Deuxièmement, la découverte et ensuite la prise de conscience sur l'importance d'une forêt primaire d'environ cent hectares (« Panul<sup>2</sup> »), cible d'un nouveau projet immobilier, va stimuler le processus d'action collective à Lo Cañas à partir de 2006.

La cordillère est sûrement le paysage iconique de Santiago ou, du moins, le paysage le plus prédominant et celui qui caractérise la ville<sup>3</sup>. Or, bien que la cordillère

---

<sup>1</sup> L'ethnographie que nous présentons ici a connu quatre étapes entre 2007 et 2010. Fin 2007, pendant le mois de novembre, j'ai fait une pré-enquête où j'ai pris contact avec le RDP et des chercheurs travaillant sur la question de la précordillère à Santiago. Ensuite, le premier terrain a été de huit mois, depuis avril jusqu'à novembre 2008. La deuxième période d'ethnographie a été réalisée entre octobre 2009 et mars 2010 et la troisième, d'octobre à novembre 2010. Une fois rentrée en France, j'ai suivi de loin les processus dans lesquels étaient engagés les membres du RDP soit par courriels, Skype ou par téléphone. Au total, j'ai pu réaliser 59 entretiens, assister à 37 réunions (parmi lesquelles on compte les réunions internes de l'association et celles du RDP avec des fonctionnaires, chercheurs et d'autres experts) ; j'ai également participé à 18 activités diverses parmi lesquelles des manifestations, des expositions, des débats et séminaires publics et différentes rencontres.

<sup>2</sup> Le Panul est une forêt sclérophylle, non exploitée et originelle de la précordillère.

<sup>3</sup> Le paysage, cet élément que personne n'a fabriqué, qui est visible, mais qui en même temps dépend du

des Andes soit l’emblème des paysages du Chili, la plupart du temps elle n’apparaît que comme la toile de fond de Santiago et n’est que rarement l’objet de travaux s’intéressant au territoire qui s’y configure, au delà des images et des constructions nationales développées à partir de cette « frontière naturelle<sup>4</sup> » (Paulina Ahumada, 2012). Observable depuis presque tous les coins de la ville, la cordillère est une entité lointaine pour les habitants : elle fait partie de la ville mais n’est pas intégrée à leur vie quotidienne, si ce n’est sous la forme d’un paysage.

Techniquement, la *precordillera* des Andes est l’espace qui se situe entre 800 et 1 500 mètres au-dessus du niveau de la mer (Romero, Vásquez, 2005b). Les façons de nommer cet espace varient ; pour ceux qui y vivent, le terme de *precordillera* est prédominant alors qu’auprès des chercheurs qui travaillent sur cet espace, les notions de *piedemonte andino* (Romero, Vásquez, 2005a) – piémont andin – ou de *piedemonte* (Hidalgo, 2004) – piedmont – priment. Mais c’est surtout le terme de *precordillera* (que je traduirai ici par précordillère) qu’on peut communément entendre à Santiago (et dans d’autres villes qui s’étendent jusqu’à la cordillère des Andes). Le problème de la précordillère est plutôt invisible dans le champ académique et institutionnelle, surtout en ce qui concerne la gestion de ce territoire.

Depuis les années 1990, la précordillère est un espace convoité par différents acteurs : citoyens, autorités, entrepreneurs immobiliers projettent des idées diverses sur ce territoire qui est l’objet de controverses. Au sein de cette controverse, nous nous sommes intéressés au fait que lorsque les citoyens vont à la rencontre d’autorités, de fonctionnaires, d’experts, tant les affects que l’expertise technique sont au centre de ces interactions. Si la « défense de la nature » rencontre une certaine légitimité auprès des publics grâce au savoir citoyen, la relation affective avec l’environnement n’est pas facilement transformable en argument valide. « Aimer » l’environnement, le quartier, l’entourage, les forêts existantes n’est pas un argument contraignant lorsqu’il s’agit d’évaluer des projets et des transformations. Cependant, l’enquête ethnographique que nous avons menée montre que la dimension affective est inséparable de l’agir politique citoyen et du devenir de la nature. « Etre affecté », pour reprendre l’expression de Jeanne Favret-Saada, ouvre la possibilité d’une communication (1990). Cette

---

sujet qui le saisit (Latour, 1992 ; Trom, 2001).

<sup>4</sup> « *Frontera natural* ». Les citations sont présentées en français. Quand la source mentionnée est un texte étranger, la traduction est de l’auteur.

communication ou « affectation » non seulement déclenche au début l'engagement envers ce qu'on aime (la nature) mais aussi elle fait perdurer la vie collective au sein de l'association. Il faut l'aimer pour vouloir le protéger, argumentent les membres du RDP. Dans un contexte marqué par l'absence de dispositifs de participation citoyens, l'expression des sentiments ou d'affection au cours des interactions – l'empathie, la rage ou la colère, par exemple – vont influencer le cours des rencontres.

L'enquête ethnographique, dont nous présentons ici une partie, analyse le quotidien des citoyens du RDP engagés dans la défense de la précordillère entre 2007 et 2010 à travers leurs diverses tentatives de participation au sein des instances décisionnelles. Elle s'intéresse aux stratégies mises en place par les membres de ce réseau pour essayer d'avoir une incidence dans un contexte caractérisé par le manque de dispositifs de participation. Les citoyens engagés doivent se forger leur propre cheminement pour tenter de peser sur les projets d'aménagement qui, d'après eux, leurs sont imposés dans leur quartier. Afin d'être écoutés, les membres de l'association développent un apprentissage fait de contradictions, d'aller-retour, d'erreurs, de réussites et de défaites. Ce travail suit donc le processus que peu à peu construisent les membres du RDP pour essayer de montrer et de démontrer, lors de divers débats publics, pourquoi la destruction de cette forêt devrait être évitée. Les citoyens se déplacent, sortent de leur quartier, pour rendre visible et compréhensible leur problème dans l'arène publique car, aux yeux des fonctionnaires, des autorités et des habitants, il n'a pas encore d'existence.

C'est donc à partir de l'ethnographie que ce travail pose la question de savoir comment les citoyens problématisent et publicisent ce qu'ils vivent (Cefaï, 2011). C'est-à-dire, comment ils transforment des situations en des problèmes à résoudre, comment ils mettent en question ce qui semble aller de soi et comment ils l'exposent dans différents contextes. L'enquête étudie la construction d'une action collective à travers laquelle ils créent des possibilités d'action, imaginent des solutions, proposent des issues, revendiquent des droits et participent à des échanges au sein des possibilités qu'offre la démocratie.

Le Réseau de Défense de la Précordillère est une association citoyenne inscrite en 2006 à la mairie de la commune de La Florida, à Santiago, par un groupe de huit habitants du quartier de Lo Cañas. Quand je commence à assister aux réunions du RDP en 2008, je rencontre un petit groupe, ne dépassant généralement pas les cinq ou six personnes, surtout composé de femmes qui approchent la soixantaine, mis à part

quelques jeunes de la commune de La Florida (entre 20 et 35 ans) qui vont s'y intégrer progressivement et plus intensément vers 2009. Ce groupe du début est assez peu hétérogène, convoque des habitants de la précordillère de la commune de La Florida, issus de classe moyenne et aisée qui se retrouvent, deux à quatre fois par mois, le soir chez l'un d'entre eux pour discuter, prendre le thé et prévoir les actions au sein du RDP. Ces réunions sporadiques n'ont pas de calendrier fixe et connaissent des périodes d'intensité fluctuante. Ma porte d'entrée est Annie<sup>5</sup>, c'est elle qui s'occupe de presque toutes les activités du réseau : organiser les réunions internes du RDP, répondre aux courriels, prendre contact avec d'autres acteurs, aller à la mairie pour obtenir des informations, écrire à différentes autorités et organisations, etc. Dans ce contexte, les réunions sont encore exceptionnelles et l'association n'est finalement menée que par Annie. Ce sont sa maison, ses archives, son téléphone et son adresse qui font exister le RDP. Je me demande alors comment faire une ethnographie centrée sur une personne. C'est ainsi que je me suis proposé d'étudier cette forme particulière d'action collective. Mon analyse se déplace alors : là où je ne voyais au début qu'un manque de motivation, une sorte d'apathie ou de démobilisation, j'ai commencé à saisir des particularités, des détails et un fonctionnement quotidien qui confèrent toute son importance à une action collective qui ne suit pas les formes de mobilisation classiques, comme les manifestations de rue et les actes massifs de protestation.

## **II. L'héritage de la dictature et le manque participation**

Démocratie de faible intensité, fermeture de la démocratie (Doran, 2010 : 106), démocratie négociée (Marques-Pereira, 2005 : 376), démocratie incomplète (Garretón, 1996 : 2), démocratie limitée (Paley, 2001a : 10)... La nouvelle démocratie qui s'installe au Chili en 1990 à la suite de la dictature du coup d'État de Pinochet en 1973 est abondamment critiquée par les analystes. Puisque la « transition pactisée » (Doran, 2010 : 106) se négocie entre les militaires et les partis politiques, les héritages institutionnels de la dictature sont donc marquants (Marques-Pereira, 2005). Ces

---

<sup>5</sup> Annie a presque 70 ans, elle s'est installée avec sa famille dans une grande maison en bois dans une parcelle de 5 000 m<sup>2</sup> en 1988 à Lo Cañas. Elle n'est pas seulement présidente du Réseau de Défense de la Précordillère, elle l'est aussi de la *junta de vecinos*<sup>5</sup> (association de quartier). Elle se charge en outre des questions d'irrigation (*agua de riego*)<sup>5</sup>, ce qui l'engage dans un grand nombre d'activités pour lesquelles elle est constamment sollicitée.

héritages se manifestent dans ce que Manuel Antonio Garretón nomme les « enclaves » héritées du régime autoritaire (Garretón, 1989 : 51). D'après lui, ces enclaves se perpétuent après 1990 sur trois plans : au niveau des institutions, des droits de l'homme et des acteurs (Garretón, 1996 : 2). Cet auteur insiste sur la précarité et la partialité avec lesquelles la transition va se mettre en place (Garretón, 1989 : 51).

Une fois la démocratie rétablie au Chili en 1990, on voit progressivement émerger un questionnement de la part des citoyens au sujet de ces « enclaves autoritaires » héritées de la dictature. « En termes politiques, la stabilité démocratique chilienne a pu être obtenue au détriment de la participation et d'une authentique activité politique contestataire » (Drake, Jaksic, 1999 : 13<sup>6</sup>).

Mais au même temps, au sein de cette démocratie jugée imparfaite, des acteurs émergents – les groupes écologistes, les riverains des décharges publiques dans les quartiers populaires (Sabatini, Wormald, 2004) ou les riverains indigènes (*pewenche*) affectés par un projet hydroélectrique (De la Cuadra, 2001) – font de plus en plus entendre leur voix dans de nouvelles causes, en recourant à des formes de mobilisation plus improvisées que conformes à des cadres déjà éprouvés en politique. Ces mobilisations tentent de contrecarrer des projets qui s'imposent à eux. Ainsi la contestation et la participation des petits collectifs dans les années 1990 et 2000 se font dans les marges et ces micro mobilisations ne reproduisent guère les structures des syndicats ou des partis politiques au Chili : ces citoyens engagés inventent et créent de nouvelles formes de participation. Et, comme c'est le cas dans la précordillère, quand de nouveaux projets immobiliers surgissent, les citoyens, loin d'être consultés, ne peuvent généralement que réagir une fois les décisions déjà prises. Dans ce cadre, ils mobilisent des formes auto-crées de participation puisque les voies existantes ne leur permettent pas d'avoir un impact dans la défense d'un territoire, d'un quartier, d'un environnement ou d'une forêt.

Dans ce contexte, la culture politique au sein du RDP n'est pas définie suivant des stratégies préétablies. La politique est incarnée par ses membres, elle devient un projet constamment construit, remis en question, imaginé et reformulé par des citoyens engagés. Au sein de ce projet, l'acquisition d'un savoir est nécessaire tant pour se constituer individuellement en tant que citoyen engagé, défenseur de la précordillère,

---

<sup>6</sup> « *En términos políticos, la estabilidad democrática chilena puede haber sido lograda a expensas de la participación y de una genuina actividad política contestataria* ».

que pour interagir collectivement au sein de l'association, ainsi que pour participer dans les arènes externes à l'association.

En termes généraux, il faut ajouter que dans le domaine politique et citoyen au Chili, il n'y a pas de loi ni de dispositifs institutionnels efficaces sur la participation. Les autorités, mises à part quelques exceptions circonscrites, ne sont pas obligées d'écouter les citoyens et encore moins de prendre en compte les évaluations des organisations civiles. Face à l'indifférence des autorités, les citoyens de la précordillère essaient de construire par leurs propres moyens des instances de participation, faute de dispositifs établis de participation citoyenne. Dans ce contexte, cette recherche étudie la participation selon les possibilités qu'offre l'ethnographie, non pas à partir des dispositifs institutionnels, mais comme un projet politique créé par des citoyens. L'ethnographie montre tant les affects que l'expertise technique sont au centre de l'engagement des membres du collectif. Pour les étudier, les interactions au sein de réunions entre autorités et citoyens ont été privilégiées. Les citoyens de l'association étudiée saisissent les « failles institutionnelles » de la démocratie chilienne (manque de dispositifs participatifs, absence de consultations citoyenne et d'espaces formels de négociation face à de nouveaux projets, manque d'expérience des fonctionnaires concernant des questions techniques et méfiance vis-à-vis des citoyens) pour les transformer en « occasions politiques », en opportunités pour s'exprimer. Les carences de la démocratie chilienne, qu'aujourd'hui aucun expert ne remettrait en question, sont appréhendées par ce groupe de citoyens, qui se transforment en passeurs d'information, qui deviennent des traducteurs de l'expertise scientifique et légale et qui sont capables de transformer les défaillances d'une démocratie peu participative et inclusive (au regard des citoyens) en petites réussites quotidiennes.

La participation dont nous parlons ici est beaucoup plus un projet citoyen, une démarche constamment en train de se faire, un *work in progress* menés par les membres du RDP. Dans ce contexte, ce travail évite de délimiter la notion de participation à un domaine ou à un objet (l'environnement ou les études urbaines) et choisit d'ouvrir la définition aux possibilités qu'offre l'ethnographie. Comme le soulignent Daniel Cefaï *et al.* le concept de participation « est entendue au sens large : il renvoie dans ce dossier à une gamme de situations allant de mobilisations collectives de citoyens auto-organisés ou d'organisations communautaires à des dispositifs institutionnels de consultation ou de concertation autour de problèmes urbains (...) » (Cefaï *et al.*, 2012 : 8).

Nous suivons ces auteurs lorsqu'ils soulignent que limiter l'analyse « aux dispositifs institutionnels aurait été contraire à la perspective ethnographique, qui suppose une indétermination initiale de l'objet étudié (...) » (Cefaï *et al.*, 2012 : 8). Suivre cette indétermination et y être attentif, voilà donc le défi qui a structuré l'enquête.

### **III. Le passage au politique dans le quartier de Lo Cañas.**

Nous allons faire un bref détour pour expliquer comment à Lo Cañas une action politique se constitue en considérant le contexte du quartier. La question que nous nous posons est pourquoi a-t-il été nécessaire de constituer une organisation *politique* à Lo Cañas. La création du RDP relève de trois ordres d'argumentation soulevés par les citoyens de Lo Cañas que j'ai interviewés ou avec qui j'ai discuté. Tout d'abord, le fait même de vivre dans la précordillère est crucial pour, d'une part, constater une situation problématique et, d'autre part, comprendre comment fonctionne le milieu naturel où ils habitent. L'expérience de vivre dans la précordillère provoque chez certains citoyens un intérêt particulier envers ce qui les entoure. Lucy<sup>7</sup>, par exemple, remarque que lorsqu'ils sont arrivés, elle et sa famille n'avaient « aucune » idée de ce que signifiait vivre dans cette zone. Mais, après avoir vécu des années au pied de la cordillère, après avoir été témoins des coulées de boue, leur relation avec le milieu change et ils s'intéressent à cet environnement. Cet intérêt les motive à coordonner des activités et à s'engager dans la défense du territoire qu'ils habitent. Assumer qu'ils vivent dans la précordillère provoque chez certains enquêtés comme Lucy et Annie ce qu'elles appellent une « prise de conscience ».

Deuxièmement, les expériences communes des habitants de la précordillère et la multiplicité des pratiques qu'ils mettent en œuvre sont à la base de la constitution des quartiers de la précordillère, comme ceux d'Annie, Lucy ou Jenaro<sup>8</sup>. La transformation de terres agricoles en quartiers urbains fut possible surtout grâce aux premiers habitants : en effet, depuis les débuts du quartier en 1960, sa mise en œuvre est menée au sein de la *junta de vecinos* de Lo Cañas. Puis, pour avoir construit les quartiers avec leurs propres moyens, les premiers arrivants se sentent propriétaires non seulement de

---

<sup>7</sup> Lucy, soixante ans, à la retraite après avoir travaillé à l'Université du Chili, habite avec ses enfants et son mari à Lo Cañas.

<sup>8</sup> Habitant de Santa Sofía de Lo Cañas, proche de la soixantaine. Il travaillait dans le domaine de l'édition.

leurs terrains mais aussi de la précordillère. Les membres du RDP perçoivent la précordillère comme étant à eux, à ceux qui y habitent et qui ont aidé au développement du quartier. Dans cette organisation de quartier, les premiers habitants inventent des manières de saisir le monde (Trom, Zimmerman 2001 : 290) fluctuantes, qui changent et s'adaptent aux circonstances vécues par les habitants. Lorsque de nouvelles manières d'appréhender le monde sont nécessaires pour protéger le quartier, de nouvelles organisations sont également indispensables. Le passage au politique devient opportun quand il ne s'agit plus seulement de construire le quartier mais de le protéger face à de nouvelles « menaces ».

Le troisième ordre d'argumentation pour expliquer la création du RDP et le passage au politique qu'évoquent Annie et Lucy relève de la dénonciation d'une injustice. Après avoir pris connaissance de la forêt El Panul, elles apprennent que non seulement cette forêt appartient à un privé qui veut y développer un projet immobilier, mais que ce propriétaire a acheté à un prix très bas le terrain qui héberge cette forêt primaire, pendant la dictature, étant un ami proche de Pinochet. Suite à cela, les membres de cette association émergente ne chercheront pas à trouver les documents ou des preuves pour savoir comment le terrain a été vendu. La seule rumeur qui met en lien Pinochet et l'actuel propriétaire est beaucoup plus efficace dans l'émergence de l'action collective qu'une certitude, qu'un certificat ou qu'un fait démontré. Les membres qui s'engagent au début choisissent de croire à cette rumeur. La référence à Pinochet comme coupable de la vente (jugée dérisoire par le RDP) est vécue comme une enclave autoritaire, c'est-à-dire, comme un problème hérité de la dictature et face auquel ils sont impuissants.

Quand je demande à Lucy de me raconter comment est née l'idée de créer une association, elle m'explique qu'elle ne peut me répondre qu'à partir de son expérience personnelle. En 2006, un voisin invite Lucy, son mari et quelques voisins de Lo Cañas à se promener dans les collines de la précordillère. À quelques kilomètres de là où ils habitent, il leur fait découvrir une forêt incroyable dans une grande propriété foncière, un grand *fundo* dans lequel ils ne s'étaient jamais rendus auparavant. Si ce parc n'a pas attiré l'attention d'Annie et de Lucy depuis qu'elles sont arrivées dans la précordillère dans les années 1980 pour y vivre, c'est qu'elles ne connaissaient ni l'histoire du Panul ni ses caractéristiques. C'est une fois dans cet environnement que, surprises et émerveillées, elles commencent à s'y intéresser. C'est à partir de l'amour qu'elles sentent pour ce lieu qu'elles commencent à se sentir affectées par ce qui s'y passe. Vu le



langage qu'elles utilisent pour en parler, qui renvoie à un engagement individuel (Eliasoph, Lichterman, 2011), et parce que sa découverte provoque chez Annie ou Lucy une forte identification à la précordillère, l'on peut affirmer que la découverte du Panul change leur vie.

L'expérience vécue dans le quartier se transforme en description et en savoir, ce qui permet à Lucy, Annie et à d'autres habitants de comprendre pourquoi certains des phénomènes tels que les coulées de boues ont lieu, ou pourquoi des forêts comme El Panul existent dans la précordillère. Dans le cadre de la configuration d'un mouvement politique comme le RDP, ce qui était quotidiennement vécu (précordillère, inondations, coulées de boues) « passe [progressivement] d'un 'trouble' éprouvé à un 'problème' constitué » (Mills, 1954 cité par Trom, Zimmerman, 2001: 282).

L'interconnaissance, les réseaux initiaux, les multiples médiations (Boullier, 2009 : 32) antérieures ont permis l'émergence d'un public, au sens de John Dewey pour qui la politique est une expérimentation. Il s'agit, suivant le concept de Dewey (Zask, 2008), d'un public compris comme un mouvement de personnes engagées, qui se forment une opinion, qui acquièrent des compétences, qui sont conscientes des conséquences qui les affectent, qui enquêtent et qui partagent des intérêts : « Lorsque les personnes indirectement affectées ont conscience du préjudice qu'elles subissent, elles peuvent développer des activités qui leur permettront à terme de transformer les affections sociales qu'elles subissent en une action politique » (Zask, 2003 : 37). C'est dans ce contexte que la notion de citoyenneté émerge : le public n'est pas une audience passive, qui se limite à écouter des acteurs qui émettent un discours mais les publics sont les citoyens qui essaient de participer.

Ces espaces que sont les réunions et rencontres entre citoyens et fonctionnaires ou experts montrent que les réseaux comme le RDP participent à la rénovation de la vie civique au Chili. Les actions du RDP réussissent à poser le problème de la précordillère alors qu'au sein de la mairie ou dans d'autres institutions, il est nié. Ils créent de nouveaux espaces de débats et d'arènes publiques (Gusfield, 1980; Cefai, 1996) où ni les autorités ni les citoyens n'occupent des rôles neutres. Lorsqu'ils se rencontrent, ni les uns ni les autres ne restent indifférents : au contraire, ils expriment des savoirs, des émotions, des subjectivités. Dans ce contexte, la participation politique des citoyens est loin d'être un espace rigide, neutre, objectif où des décisions sont prises et où tous participent également, elle est un espace imprégné de sentiments, de quêtes des citoyens eux-mêmes qui suivent un long chemin d'apprentissage parsemé de coups d'essai et

d'erreurs. Finalement, si au sein de la « défense » de ce territoire le savoir citoyen joue un rôle central pour essayer d'avoir une incidence dans les affaires relatives à la forêt, les affects sont déterminants pour s'engager, pour nouer une relation avec la nature et surpasser les heurts avec les fonctionnaires.

#### **IV. La dimension affective dans l'engagement citoyen.**

Le langage des émotions est peut-être le moyen à travers lequel la dimension affective (Cefaï, 2007) de l'engagement des citoyens du RDP est la plus appréhensible. Par dimension affective, nous entendons les affects, les émotions, les sentiments et les attachements ainsi que le rôle que joue cette dimension dans la défense de la nature. La dimension affective occupe un espace central dans le développement de la culture politique (Eliasoph, Lichterman, 2011), ici pour défendre - dans le cas du RDP - une nature en danger, revendiquée et placée au centre du conflit (Trom, 1999).

D'après Jeff Goodwin, James Jasper et Francesca Polletta, cette dimension est oubliée ou marginalisée par les sciences sociales (Goodwin et al., 2001). Nonobstant, il est indéniable que l'apparition du concept d'*affective turn* (Clough, Halley, 2007) dans les années 1990 a consolidé un débat important dans les études de théorie critique et de philosophie. Pour sa part, il est avéré que l'anthropologie a elle aussi toujours été attentive à « l'expérience émotionnelle des autres » (Leavitt, 1996 : 514), mais cette altérité émotionnelle, du fait qu'elle impose ou attribue des émotions dans des contextes indigènes, fait courir le risque de rendre « les autres » encore plus exotiques.

Les contextes, les circonstances et la temporalité ont une grande influence sur la façon dont les émotions se manifestent chez les acteurs. L'étude de la dimension affective est plus vaste et diverse que ce que suggèrent Jeff Goodwin, James Jasper et Francesca Polletta, elle s'étend à toutes les sciences sociales. Le corpus concernant l'étude des émotions est aussi divers qu'abondant, il est donc impossible de le décrire en profondeur ici. Cependant, nous nous intéresserons, plutôt qu'aux registres, aux affects eux-mêmes en ce qu'ils permettent de noter des moments de disruption, d'attachement ou d'accord dans les échanges. Notre objectif, loin de vouloir retracer la sociohistoire du terme émotion ou de le circonscrire à une définition, cherche plutôt à explorer le fonctionnement de la dimension affective dans des situations données, surtout en ce qui concerne l'engagement citoyen. L'étude des émotions dans les manifestations de rue occupe une place centrale au sein de la sociologie des mobilisations. Parmi celle-ci, la

place du corps dans la manifestation a ouvert des pistes d'analyse intéressantes (Soutrenon, 1998), tout comme l'attention portée à la colère des manifestants qui a permis à des auteurs comme Deborah B. Gould de mettre la focale sur la durabilité des mouvements (Gould, 2002 : 177). Mais, comme le souligne Louis Quéré, les analyses dominantes des mouvements sociaux abordent les émotions collectives comme irrationnelles ou non contrôlées (Quéré, 2012 : 287).

Nous partons ainsi du constat que les passions peuvent dominer les capacités rationnelles. En ce qui concerne les membres du RDP, l'on remarque que bien qu'ils essaient de trouver des arguments valides et rationnels pour défendre le Panul, une fois devant les autorités, à différents moments de leurs interactions, ce n'est pas la raison qui prime. L'argumentation n'est donc pas uniquement analysable depuis la raison, à partir des connecteurs logiques qui structurent entretiens et échanges. Derrière la défense d'un argument, il n'y a pas qu'une intention de montrer une position rationnelle à celui qui écoute. Les émotions, les affects jouent un rôle tout aussi important dans la démonstration faite pour convaincre un auditoire. Pourtant, deux problèmes au moins émergent lorsque l'on essaie d'intégrer la dimension affective à l'étude des processus d'action collective. D'une part, la primauté donnée à la mobilisation en soi laisse de côté l'importance qu'ont tous les autres processus quotidiens au sein des revendications citoyennes. Lorsque la focale est ainsi mise sur la manifestation, tous les autres processus semblent moins importants. Bien que la manifestation permette l'existence du groupe (Soutrenon, 1998), ce n'est pas la seule manière qu'il a de dire quelque chose ou de créer les conditions pour qu'un débat surgisse. Deuxièmement, tel que l'a montré James Jasper, des émotions spécifiques sont communément abordées depuis le langage quotidien ou le sens commun (quand nous parlons de la rage ou la peur, par exemple), alors qu'elles couvrent en réalité un spectre plus ample de sentiments (Jasper, 2011). Il importe d'insister sur le fait que notre objectif n'est pas ici d'explorer explicitement les émotions en soi. En revanche, il nous semble intéressant ici d'examiner le mélange de sentiments et d'affects qui sous-tend l'engagement des membres du RDP surtout lorsqu'ils échangent entre eux et avec les autorités.

Par phénomènes affectifs, nous considérons ainsi un ensemble ample d'émotions, d'humeurs, de sentiments, de passions, de tempéraments, de sensations et de désirs (Deonna, Teroni, 2008). Loin de créer une typologie des *emotional processes*, comme le propose Jasper (2011), notre intention est plutôt de voir concrètement comment et pourquoi ils surgissent. Comme l'a remarqué Marcus dans *Le citoyen*

*sentimental* (2008), la focale est posée sur le problème et la réaction émotionnelle au problème. D'après Marcus, les émotions participent de l'action collective, non seulement elles la motivent mais s'avèrent même nécessaires au sein d'un cadre rationnel ou stratégique : elles ne sont pas l'envers de la rationalité de l'action<sup>9</sup>.

Face à des situations problématiques, nous nous sentons affectés, « Il faut qu'un problème soit senti pour pouvoir être énoncé » (Dewey, 1993). « On ne peut - insiste Dewey - séparer une émotion ni de son objet, ni de la situation qui la suscite » (Quéré, 2012 : 274). Pour Quéré, les émotions surgissent lorsque le déroulement d'une activité ne suit pas son cours normal, lorsqu'il y a un obstacle, imprévisible, quelque chose qui contredit ce que le public attend. De cette manière, en mettant la focale sur ces moments où les émotions se montrent, on peut détecter les disruptions survenues dans des situations qui sont importantes pour les acteurs (Quéré, 2012). Concrètement, il n'y a pas de relation causale entre le fait d'être affecté et être engagé. Comme le pointe Quéré, les émotions ne feront pas nécessairement de celui qui est affecté un activiste, mais il aura une expérience différente du problème (Quéré, 2012 : 285). En ce sens, les affects déclenchent des actions, des évaluations, des considérations, ils sont « des éléments moteurs de la conduite » (Quéré, 2012 : 282) qui font que les personnes perçoivent et s'intéressent à des débats, des problèmes, des expertises. Ce sont les émotions qui motivent les citoyens à entreprendre des évaluations afin de déterminer ce qu'ils sont prêts à accepter ou pas, qui déclenchent leur intérêt pour un problème. De ce fait, les émotions font partie d'un système de relations qui nous permettent de mettre le monde en question et d'attribuer plus ou moins de valeur aux situations auxquelles nous sommes confrontés. Une émotion a donc un effet dans l'action, elle peut la compliquer ou la stimuler changeant le dénouement de celle-ci et affectant la vie quotidienne des citoyens.

## **V. L'empathie pour surmonter la défaite : les émotions en action.**

La dimension affective se montre en termes langagiers ou expressifs, tant dans la manière dont les membres du RDP perçoivent ce qui passe dans le Panul (comment ils décrivent ce territoire qu'ils aiment), que lorsqu'ils entrent en interaction pour essayer d'expliquer leurs arguments pour défendre la précordillère. On sait aussi que les

---

<sup>9</sup> Voir au sujet du « mythe de la rationalité » *Anthropological studies of feeling* (Milton, Svasek, 2005).

personnes ressentent des sentiments qui, au-delà d'être observables du fait qu'ils sont dits, sont également exprimés à travers l'expression corporelle. Ou comme le précise Deborah B. Gould : « Parfois, les gens éprouvent des sentiments qui, au lieu d'être lisibles du fait d'être nommés, le deviennent et se transforment en motivation, à travers une expérience plus physique, telle que s'engager dans un rituel ou une action de protestation, par exemple » (Gould, 2009 : 241)<sup>10</sup>. Au cours de leurs réunions, les membres du RDP peuvent partager ce qu'ils ressentent envers le Panul, leur rage provoquée par une situation qu'ils trouvent révoltante, leur indignation vis-à-vis des injustices. Les rencontres du RDP deviennent des moments propices pour laisser libre cours à des émotions, des affects, des sentiments. Grâce aux interactions, la dimension affective de l'engagement se potentialise.

De même, dans mes conversations individuelles avec Annie, Lucy ou d'autres habitants, je constate que lorsqu'ils évoquent le Panul, la précordillère, les plantes, les arbres, elles montrent des affects. En me faisant visiter leurs jardins, en me racontant l'histoire de chaque arbre, en me détaillant l'histoire de la forêt de la précordillère, elles laissent affleurer leur sensibilité, visiblement touchées et émues. De même dans les réunions, leurs réactions corporelles traduisent leurs émotions de manière visible. En fait, ces femmes occupent une place, en tant que citoyennes et locutrices. Autrement dit, « La peur, l'angoisse et la tendresse ne sont pas des mouvements intéressés, ni de désintérêt, ce sont des affects. Occuper une place, d'où un être humain parle et écoute, c'est être affecté » (Esquerre, 2007)<sup>11</sup>.

La connaissance de la nature, l'expertise ancrée sur place, mais aussi juridique et bureaucratique, est unie à des affects, à l'amour ressenti envers cette nature : « Cela, il faut l'aimer pour le défendre », me dit Alberto (65 ans), dirigeant d'une coopérative de potagers familiaux que je rencontre dans une réunion à laquelle assiste aussi le RDP. Dans un entretien chez lui, lorsque je lui rends visite dans sa belle parcelle, je lui demande si, à partir de son expérience comme dirigeant, dans sa commune et son quartier, les gens sont intéressés, comme lui, par la participation citoyenne et par la défense de la coopérative et des potagers. Il me répond en distinguant les voisins arrivés pour habiter les logements sociaux attribués par l'État qui, en résumé, n'avaient pas

---

<sup>10</sup> « *Sometimes people experience feelings that, rather than becoming legible by being named, become legible, and motivating, through a more bodily experience, such as engaging in a ritual or a protest action, for example* ».

<sup>11</sup> Article disponible sur Internet dans le site <http://www.espacestemp.net/en/articles/la-machine-a-coudre-le-monde-de-jeanne-favret-saada-en/> [consulté en mars 2015].

d'ancrage préalable dans le quartier, de ceux qui, comme lui, y habitent depuis cinquante ans. Pourtant, la distinction essentielle qu'il opère se situe principalement au niveau des affects :

« Oui, c'est vrai, nous défendons ce qui est à nous, mais le plus triste aujourd'hui, si l'on ne défend pas ce qu'on a, eux [*ceux qui ne participent pas, qui ne s'engagent pas*], ils n'aiment pas ce qu'ils ont, parce que cela il faut l'aimer pour pouvoir le défendre, il faut l'aimer, et... il y a une étude de l'Université du Chili, que j'ai lue l'autre jour, qui dit qu'en 2004, le désert va arriver jusqu'à Santiago et qu'il est déjà dans la région de Valparaiso, alors s'ils [en référence aux *autorités et à l'État*] continuent à détruire bêtement les parcelles, le désert va arriver... »<sup>12</sup>.

Ceux qui aiment s'engagent tout simplement, ceux qui n'aiment pas l'endroit où ils habitent, le défendront difficilement, selon Alberto. Il est également intéressant de noter que, dans cet extrait, Alberto plaide pour la défense de parcelles et potagers de La Pintana, en juxtaposant des propos qui renvoient à la relation affective avec le territoire et des justifications scientifiques (la désertification), de la même manière que les membres du RDP. La nature, le territoire et son devenir sont intégrés au discours de défense, via l'expertise et via les affects. Cependant, la dimension affective est incorporée à la défense des parcelles ou de la forêt Panul (que ce soit à Lo Cañas ou à la Pintana) au sens où les individus se montrent affectés lorsqu'ils font référence à la nature en danger, en expliquant qu'ils sont tristes ou qu'ils aiment cet endroit, ou encore quand ils décrivent l'environnement qu'ils veulent protéger, telles Annie ou Lucy lorsqu'elles me montrent leurs jardins, la précordillère, le quartier ou le Panul. Mais il est intéressant de remarquer que ces émotions impliquées dans la protection du territoire sont rapidement rationalisées par les citoyens. Les affects envers la nature, dans le cas des membres du RDP, sont décrits comme des éléments intérieurs, comme une expérience vécue : ils décrivent l'amour envers la précordillère ou le Panul à partir de ce qu'ils y ressentent. Notamment, quand Annie, Lucy et les autres l'ont « découvert » et qu'ils ont eu vent du projet de *condominios*, ils se sont sentis choqués, émus, bouleversés, tristes. Systématiquement, lorsqu'Annie ou Lucy parlent du Panul et de la précordillère, ils s'émeuvent.

Aimer implique d'être lié à un endroit, non seulement au sens de le garder, le

---

<sup>12</sup> « *Aunque estemos defendiendo lo nuestro, es lo más, es lo más triste hoy día, si uno no defiende lo que tiene, que ellos no aman lo que tienen, porque esto hay que amarlo para poder defenderlo, hay que amarlo, y ... Hay un estudio hecho por la Universidad de Chile que lo estuve leyendo el otro día, que dice que de aquí al año 2040 el desierto, el desierto va a llegar a Santiago, y que ya el desierto ya, entró en la Quinta Región, entonces y si se siguen haciendo todas estas brutalidades de destrucción de las tierras y... el desierto va a llegar... ».*

protéger, mais aussi de mener des recherches pour mieux le comprendre. Ainsi les membres du RDP savent ce qui est précieux dans le Panul, pour quelles raisons et ils sont capables d'évaluer cette qualité. Quand Annie m'explique qu'il ne s'agit pas de dire que dans le Panul il ne faut pas construire « parce que je ne veux pas : non, c'est parce que tout est prouvé, géographiquement, géologiquement, du point de vue du climat aussi »<sup>13</sup>, elle essaie d'argumenter rationnellement la défense du Panul, tout comme Lucy ou les autres membres du RDP qui témoignent d'un « attachement incarné » (*embodied attachment*) (Heatherington, 2006 : 152) envers le territoire en question. Évidemment, les membres du collectif cherchent des arguments valides, reconnaissables par le plus grand nombre. Mais ces arguments rationnels sont inséparables du vécu, de l'expérience, de l'histoire et des sentiments nourris envers la précordillère. Comme l'explique Tracey Heatherington, il est important de « rejeter vigoureusement cette fausse opposition entre la raison et l'émotion qui méprise toute intelligence dont la posture est passionnée. Au contraire, les émotions peuvent résumer et condenser symboliquement des pensées 'rationnelles' ou littérales » (Heatherington, 2006 : 146)<sup>14</sup>. Cette auteure remarque que le travail conceptuel que nous réalisons personnellement conditionne l'expérience incarnée et vice-versa. De cette manière, un débat politique qui peut paraître insipide, neutre et théorique (telles que les discussions juridiques que nous verrons plus loin), se transforme pour certains en une expérience intensément désagréable ou qui peut faire émerger rage et indignation.

Lorsque les acteurs entrent en interaction, leurs émotions peuvent devenir un problème, notamment quand les membres du RDP sont désorientés par les évitements des autorités au moment d'affronter le problème du Panul, par exemple, et qu'ils perdent patience et finissent par s'indigner. Toutefois, les émotions peuvent aussi aider aux échanges démocratiques.

Lors d'une réunion avec RDP, le Secrétaire Régional Ministériel (SEREMI) d'Agriculture (le 06/10/2010), se montre excessivement compatissant vis-à-vis de ses interlocuteurs. Il ne réprime ni ses émotions ni ses croyances. Il débute la réunion en dissertant sur le climat méditerranéen de Santiago, alors que les citoyens présents

---

<sup>13</sup> « *No decir aquí no se puede construir porque no me gusta, no... porque está todo comprobado, geográficamente, geológicamente, desde el punto de vista del clima también...* », Annie, entretien du 13/11/2010.

<sup>14</sup> « I vigorously reject a false opposition between reason and emotion that demeans the intelligence of anyone whose stand is passionate. On the contrary, emotions can summarize and symbolically condense 'rational' or literal thought ».

(membres du RDP et d'autres organisations civiles de Santiago) essaient de lui présenter le problème du Panul. Le Secrétaire ne prend pas le temps de les écouter, il continue par des remarques sur les bienfaits de ce climat et la chance de pouvoir en jouir à Santiago, il signale qu'il s'agit « d'une bénédiction...On devrait se frapper la poitrine toute la journée »<sup>15</sup> car, selon lui, le climat méditerranéen ne concerne que 5% des climats du monde. Sortant de son rôle de fonctionnaire, ou du rôle que le sens commun attribue à un fonctionnaire de l'État (rôle limité par sa fonction publique, à donner des informations aux citoyens, à expliquer des faits de la manière la plus neutre possible et à représenter les intérêts de l'État), il se lance dans un discours sur le changement climatique au niveau global et divague sur le rôle des entreprises privées dans le pays, s'éloignant complètement des sujets présentés par les citoyens. Il recherche cependant l'attention de son auditoire, multipliant les tentatives d'empathie envers lui qui, à ma grande surprise, l'écoute avec attention. Habituee à ce que généralement les membres du RDP ne laissent rien passer, à ce qu'ils interrompent les fonctionnaires qui s'éloignent du sujet qui les intéresse, je suis étonnée du respect avec lequel ils écoutent le Secrétaire d'Agriculture. Ce n'est pas le fait que le Secrétaire évacue les aspects les plus concrets qui intéressent les citoyens qui soit surprenant, puisqu'en général les fonctionnaires évitent de donner des informations précises ou décisives. Mais ce jour-là, les interactions entre le fonctionnaire et les citoyens sont notablement plus amènes. La salle est plus confortable et intime que les bureaux dans lesquels j'ai accompagné à d'autres occasions le RDP, il y a du café, du thé, des biscuits. Le Secrétaire est un bon orateur, sa façon de parler est calme, posée, il n'interrompt pas les citoyens quand ils prennent la parole et se montre même réceptif à leurs propos. Lorsqu'Annie prend la parole pour exposer les problèmes qu'ils rencontrent pour défendre le Panul, qu'elle explique au Secrétaire les soucis qu'ils ont quant aux interprétations des décrets et des lois pour mettre en œuvre leur engagement, le Secrétaire lui propose son mail pour qu'elle lui envoie la documentation et ajoute même : « Et là, vous avez mon téléphone portable ». Quand Annie accuse les institutions publiques de ne rien faire pour protéger le Panul, surtout la CONAF qui, « avec des interprétations capricieuses, de mauvaise foi, parce qu'il n'y a pas d'autres

---

<sup>15</sup> « *Es una bendición... deberíamos estar todo el día golpeándonos el pecho* ». SEREMI, réunion au Secrétariat régional ministériel d'Agriculture, 06/10/2010.



mots, vont accepter que la forêt soit élaguée »<sup>16</sup>, comment réagit le Secrétaire ? Il nomme par son nom propre le directeur des entités qu'évoque Annie, qu'il affirme connaître et fait remarquer : « Je ne pense pas qu'il agisse, comme vous dites, de mauvaise foi, d'accord ?... Je vais parler avec lui, je vais parler avec lui »<sup>17</sup>. Et puis, respectueusement, après qu'Annie a expliqué la situation du Panul et profitant d'un moment pendant lequel plusieurs personnes parlent en même temps, il dévie de nouveau la conversation vers d'autres sujets, évacuant par là-même les thèmes les plus sensibles ou conflictuels comme ceux du décret qu'Annie commençait à évoquer. Il parle ainsi des projets qu'ils ont au sein de l'institution qu'il dirige, et souligne de façon rhétorique leur grande préoccupation pour la précordillère : « Comment pourrait-il en être autrement ? »<sup>18</sup>. Ensuite, d'autres représentants prennent la parole et les sujets se multiplient. Implicitement, il y a une tension présente et constante entre les citoyens qui demandent, exigent et le Secrétaire qui essaie de se défendre ou qui tente de se montrer réceptif à leurs sollicitations. Mais, le Secrétaire ne perd aucune opportunité de se montrer sensible et empathique avec son auditoire. Ainsi, lorsque qu'un citoyen évoque des arbres de sa commune qui ont plus de 60 ans, le Secrétaire intervient soudainement et avec habileté :

« Je vais vous dire une chose... Pour que vous voyiez combien nous sommes en phase, je ne sais pas si on en a une... (*Pensif*). Excusez-moi mais je vais crier, 'Don Hernán (*en s'adressant à quelqu'un qui est dans une autre salle*), est-ce que vous avez la photo du mimosa<sup>19</sup>? (*Un fonctionnaire répond depuis l'autre salle et se met à chercher la photo*). Nous allons déclarer le mimosa l'arbre du bicentenaire de la région (*de nouveau, à la salle*), alors tout ce que vous me racontez, voyez-vous, je suis complètement d'accord ! »<sup>20</sup>.

En cherchant la complicité de ses interlocuteurs, il sait parfaitement comment captiver leur attention. Après que le Secrétaire demande la photo à un fonctionnaire, tous se

---

<sup>16</sup> « *Interpretación mañosa y de mala fe, porque no hay otra palabra, va a aceptar que se corte el bosque* ».

<sup>17</sup> « *No creo que actúe tan así, como dice usted, de mala fe ¿ah?... Voy a hablar con él, voy a hablar con él* ».

<sup>18</sup> « *O sea nosotros, preocupación tenemos, cómo no vamos a tener preocupación de la precordillera* ».

<sup>19</sup> Petit mimosa (*acacia caven*) typique de la forêt sclérophylle du Chili qui se trouve aussi dans des pays comme l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil et le Paraguay. Il est communément connu sous le nom d'*Espino*, sa croissance est très lente. Source : <http://parquedelasesculturas.providencia.cl/arboles/16espino.html> [consulté en mars 2015].

<sup>20</sup> « *Les voy a decir una cosa, nosotros tenemos, mire pa' que vea usted lo coordinados, no sé si tendré una, perdóneme que voy a gritar, don Hernán ¿tiene la foto del espino? Sí, nosotros vamos a declarar un espino, árbol bicentenario de la región, así que todo lo que ustedes me cuentan yo estoy totalmente de acuerdo, me entienden, o sea yo sin esta reunión, hago todo lo que estamos haciendo* ».

remettent à parler en même temps. Un citoyen prend la parole et commence à expliquer pourquoi il s'oppose au changement des plans urbains de Santiago. Mais dès que la photo est apportée, on n'entend plus qu'exclamations et cacophonie. Tout le monde s'extasie devant la photo du mimosa du Chili : « Regardez comme il est beau ! » admire le Secrétaire ; « Quelle merveille ! », s'exclame un citoyen ; « Oh ! », soupirent quelques-uns. Lorsqu'Annie, surprise, demande l'âge de l'arbre, le Secrétaire, répond fièrement qu'ils pensent qu'il date de l'époque précolombienne. L'ambiguïté de la datation de l'arbre - car précolombien veut dire avant l'arrivée de Christophe Colomb - c'est-à-dire une période comprise depuis l'existence de l'homme sur le continent américain jusqu'à l'arrivée des Européens (1492), attise l'imagination des citoyens. « On est en train de faire des démarches pour qu'il devienne monument historique »<sup>21</sup>, ajoute le Secrétaire. « Fabuleux ! » s'exclame l'un des citoyens. « Et en plus, c'est mon fond d'écran, hein ! Juste pour information »<sup>22</sup>, achève le Secrétaire.

Tous les citoyens demandant des copies de la photo de l'arbre en question, le Secrétaire accepte et leur demande leurs courriels. Ils sont surpris, émus, émerveillés, ils argumentent qu'ils n'avaient jamais vu un arbre pareil. En plus de capter leur attention, le Secrétaire réussit à se montrer aussi sensible à la nature que ses interlocuteurs qui viennent justement faire valoir cet argument. Après l'épisode de la photo, Annie donne le détail des arbres dans le Panul. Face à la preuve de l'arbre, le « débordement émotionnel » (Eliasoph, Lichterman, 2011 : 396) s'étend aux autres interactions et une sorte d'harmonie s'installe. Les citoyens ne sont plus contre le fonctionnaire, comme dans la plupart des réunions auxquelles j'ai assisté ; l'épisode de la photo et l'émotion qui s'ensuit sert à dépasser les petits conflits entre les deux parties, au moins momentanément.

Grâce à l'empathie générée par l'émerveillement et la sensibilité que tous montrent envers la photo de l'arbre, des moments de disruptions s'apaisent plus facilement grâce à une complicité envers un sujet qui les unit (comme la valeur d'un arbre unique). Par exemple, à un moment où Annie parle des décrets qui pourraient sauver le Panul s'ils étaient appliqués, elle interpelle le Secrétaire en lui disant : « Ces décrets que vous devez connaître »<sup>23</sup>. Puis elle continue son explication, mais devant le

---

<sup>21</sup> « *Se piensa que es precolombino (...) y lo vamos a hacer, lo estamos arreglando para monumento histórico* ».

<sup>22</sup> « *Y para que sepan, ah, es mi fondo de pantalla* ».

<sup>23</sup> « *Estos decretos, que usted debe conocer* ».

silence du Secrétaire, elle insiste : « Vous les connaissez, n'est-ce pas ? » ; le Secrétaire ne pouvant plus faire omission de la question répond : « Non, ces décrets... Ce qui se passe, c'est que mes gens [*avec lesquels il travaille*] doivent les connaître... »<sup>24</sup>. Annie ne s'arrête pas sur sa méconnaissance et d'autres citoyens interviennent pour compléter l'information et expliquer à quels décrets elle fait allusion. Alors qu'une situation semblable, à d'autres moments et dans d'autres circonstances (notamment, lors des échanges avec Teresa à la Mairie par exemple), auraient pu faire émerger une indignation chez les citoyens, ce jour-là, on constate qu'une certaine solidarité et empathie s'est tissée avec le Secrétaire. Les citoyens se montrent plus enclins à expliquer leur position et à éviter le conflit.

## VI. Réflexions finales

Les émotions et les affects sont non seulement disruptifs des situations et des échanges, créant des conflits, mais le partage des sensibilités peut aussi aider à développer la communication et à surmonter les moments tendus. La rationalité et la sensibilité montrées, par exemple, par le Secrétaire font que les citoyens ont le sentiment de poursuivre les mêmes objectifs : État et citoyens sont unis, au moins durant cette réunion qui se passe plutôt bien. Cette sensation d'union est peut-être aussi due au fait que la rationalité du Secrétaire ne s'exprime pas beaucoup durant cet échange. Il se montre gentil, à l'écoute et évacue les sujets embarrassants, préférant parler plus abstraitement du changement climatique ou d'autres aspects plus propices à l'entente avec les citoyens. Cependant, dans d'autres échanges, la place des sentiments est beaucoup moins importante puisqu'il s'agit de discuter d'aspects plus épineux de la défense de la précordillère. C'est notamment le cas des aspects juridiques qui, bien que l'on ait vu dans l'interaction avec le Secrétaire qu'ils peuvent être aisément évincés, dans d'autres cas où fonctionnaires et citoyens sont en désaccord, rendent les échanges beaucoup moins fructueux et « les conditions de félicité » (Berger et al., 2011 : 24) de ceux-ci beaucoup moins probables.

Tout compte fait, dans la plupart des cas que nous avons analysés, soit ce sont les fonctionnaires qui évacuent les affects, soit - lorsqu'il s'agit de réunions où sont discutés des aspects techniques - les affections que les citoyens peuvent ressentir vis-à-

---

<sup>24</sup> « No, esos decretos, lo que pasa es que la gente mía sí los debe conocer... ».

vis du problème qu'ils viennent présenter, sont déplacées. Par exemple, dans une réunion avec un fonctionnaire du Ministère du Logement et de l'Urbanisme, à Santiago (01/09/2008), je lui demande à quel niveau la protection légale de la précordillère peut-elle être mise en œuvre : chaque organisme public applique-t-il ses propres décrets ou existe-il des lois nationales de protection des forêts, comme celle de la précordillère. Il me répond que « le Plan d'Urbanisme de Santiago peut le faire, mais que c'est effectivement le Ministère de l'Agriculture qui protège les sols à valeur agricole, et pas sentimentale, ceux qui ont une valeur agricole d'espèces spéciales, de forêt (...) »<sup>25</sup>. Il est intéressant de noter comment le fonctionnaire se protège en évoquant la « valeur sentimentale », sachant que les citoyens revendiquent des raisons affectives pour défendre le territoire, mais en rappelant immédiatement qu'elle n'a pas de valeur légale. De la sorte, dans un contexte où finalement la protection de la précordillère doit être argumentée en termes juridiques afin d'être entendue par les autorités, les citoyens vont aller discuter spécifiquement des décrets et des lois qui pourraient sauver le Panul.

D'autre part, si l'on considère la vie du collectif RDP, on voit que des expériences s'y développent, dans lesquelles chaque citoyen met en œuvre ses capacités, à disposition d'un savoir collectif. La vie au sein du collectif RDP est agencée non seulement de façon à accomplir des tâches, mais aussi à construire des significations qui sont partagées, discutées, redéfinies. Le RDP est un milieu social où les membres acquièrent des compétences, des attitudes et où ils structurent des manières d'agir et de ressentir. Dans ce sens, les membres du RDP créent une culture où le savoir est déterminant. Au fur et à mesure qu'émergent les controverses liées à la précordillère, les membres du RDP acquièrent des manières différentes de penser, d'interpréter, de se comporter, bref, d'autres savoirs et capacités.

Les controverses autour de la protection du Panul, à savoir la question du risque à la suite des coulées de boue ou l'incertitude face au développement de nouveaux projets immobiliers, sont généralement perçues avec mépris ou indifférence (Callon *et al.*, 2001 : 50) par les autorités publiques car elles encombrant leur travail au sein de l'État et retardent les projets tels que ceux prévus dans la précordillère. « Les controverses constituent un enrichissement de la démocratie » puisque leur développement favorise de nouvelles connaissances et apprentissages (Callon *et al.*, 2001 : 49). Elles sont « de

---

<sup>25</sup> « Pero en el regulador se puede hacer, pero efectivamente Agricultura protege para los que tienen valor agrícola, no sentimental, si tiene valor agrícola de especies especiales, de bosques o de todo tipo de plantación agrícola (...) ».

puissants dispositifs d'exploration et d'apprentissage des mondes possibles » (Callon *et al.*, 2001 : 50). Lorsqu'elles sont méprisées, soulignent ces auteurs, – notamment lorsque des décisions sont imposées autoritairement ou unilatéralement – les effets et les coûts peuvent être majeurs (Callon *et al.*, 2001). J'ajouterai, en m'appuyant sur le travail de John Dewey que, pour les membres du RDP impliqués dans la résolution des controverses, la principale motivation est l'expérience de « ce rapport étroit entre faire, souffrir et subir » (Dewey, 2005 : 83). C'est donc à partir de cette expérience qu'ils créent des lieux d'apprentissage (Callon *et al.*, 2001 : 50) et d'expérimentation (Zask, 2003).

## Bibliographie

BERGER, Mathieu, CEFAÏ, Daniel et GAYET-VIAUD, Carole, 2011. *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*. Bruxelles : P.I.E.-Peter Lang. ISBN 9052017476.

BOULLIER, Dominique, 2009. Choses du public et choses du politique. Pour une anthropologie des inouïs. In : CARREL, Marion, NEVEU, Catherine et ION, Jacques, *Les intermittences de la démocratie : Formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*. Paris : L'Harmattan. p. 21-38. ISBN 9782296078956.

CEFAÏ, Daniel, 2007. *Pourquoi se mobilise-t-on? Les théories de l'action collective*. La Découverte. Série MAUSS. Paris : s.n.

CEFAÏ, Daniel, 2011. Diez propuestas para el estudio de las movilizaciones colectivas. De la experiencia al compromiso. In : *Revista de Sociología*. 2011. Vol. 26, p. 137-166.

CEFAÏ, Daniel, CARREL, Marion, TALPIN, Julien, ELIASOPH, Nina et LICHTERMAN, Paul, 2012. Ethnographies de la participation. In : *Participations*. 2012. Vol. 4, n° 3, p. 7. DOI 10.3917/parti.004.0005.

CLOUGH, Patricia Ticineto et HALLEY, Jean, 2007. *The Affective Turn: Theorizing the Social*. S.l. : Duke University Press. ISBN 9780822339250.

DEONNA, Julien A. et TERONI, Fabrice, 2008. *Qu'est-ce qu'une émotion?*. S.l. : Vrin. ISBN 2711619710.

DEWEY, John, 1993. *Logique: la théorie de l'enquête*. Paris : Presse Universitaires de France. ISBN 2130451764 9782130451761.

DORAN, Marie-Christine, 2010. Les effets politiques des luttes contre l'impunité au Chili : de la revitalisation de l'action collective à la démocratisation. In : *Revue*

*internationale de politique comparée*. 2010. Vol. Vol. 17, n° 2, p. 103-126. DOI 10.3917/ripc.172.0103.

ELIASOPH, Nina et LICHTERMAN, Paul, 2011. Culture en interaction. Une ethnographie des styles de groupe de deux organisations civiques en Californie. In : BERGER, Mathieu, CEFAÏ, Daniel et GAYET-VIAUD, Carole, *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang. p. 355-399.

ESQUERRE, Arnaud, 2007. La machine à coudre le monde de Jeanne Favret-Saada. In : *Electronic Journal of Humanities and Social Sciences*.. [en ligne]. 30 juillet 2007. [Consulté le 21 mars 2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.espacestemps.net/en/articles/la-machine-a-coudre-le-monde-de-jeanne-favret-saada-en/>.

GARRETÓN, Manuel Antonio, 1989. *La posibilidad democrática en Chile*. Santiago, Chile : FLACSO. Cuadernos de difusión.

GARRETÓN, Manuel Antonio, 1996. Movimientos sociales y procesos de democratización. Un marco analítico. In : . 1996. n° 2, p. 1-16.

GOODWIN, Jeff, JASPER, James M. et POLLETA, Francesca, 2001. *Passionate Politics: Emotions and Social Movements*. S.I. : University of Chicago Press. ISBN 0226303993.

GOULD, Deborah, 2002. Life during Wartime: Emotions and the Development of ACT UP. In : *Mobilization*. 2002. Vol. 7, n° 2, p. 1-27.

GOULD, Deborah B., 2009. *Moving Politics: Emotion and ACT UP's Fight against AIDS*. 1 édition. Chicago : University Of Chicago Press. ISBN 9780226305301.

HEATHERINGTON, Tracey, 2006. 'As if someone dear to me had died' : Intimate landscapes, political subjectivity and the problem of a park in Sardinia. In : MILTON, Kay et SVASEK, Marushka (éd.), *Mixed emotions. Anthropological studies of feeling*. Berg Publishers. Oxford, UK : Berg Publishers. p. 145-162.

JASPER, James, 2011. Emotions and Social Movements : Twenty Years of Theory and Research. In : *Annual Review of Sociology*. 2011. Vol. 37, p. 285-303.

LEAVITT, John, 1996. Meaning and Feeling in the Anthropology of Emotions. In : *American Ethnologist*. 1 août 1996. Vol. 23, n° 3, p. 514-539. DOI 10.2307/646350.

MARCUS, G., 2008. *Le citoyen sentimental : Emotions et politique en démocratie*. S.I. : Les Presses de Sciences Po. ISBN 2724610350.

MARQUES-PEREIRA, Bérengère, 2005. Le Chili : une démocratie de qualité pour les femmes ? In : *Politique et Sociétés*. 2005. Vol. 24, n° 2-3, p. 147. DOI 10.7202/012694ar.

MILTON, Kay et SVASEK, Marushka (éd.), 2006. *Mixed Emotions: Anthropological Studies of Feeling*. Oxford, UK : Berg Publishers. ISBN 1845200799.

PALEY, Julia, 2001. *La « participación » y la « sociedad civil » en Chile: Discursos internacionales, estrategias gubernamentales, y respuestas organizacionales*. 2001. S.l. : Congreso Latin American Studies Association.

QUÉRÉ, Louis, 2012. Le travail des émotions dans l'expérience publique. In : *L'expérience des problèmes publics*. Editions de l'EHESS. Paris : Editions de l'EHESS. p. 265-291.

SOUTRENON, Emmanuel, 1998. Le corps manifestant. La manifestation entre expression et représentation. In : *Sociétés contemporaines*. 1998. Vol. 31, n° 1, p. 37-58. DOI 10.3406/socco.1998.1770.

TROM, Danny, 1999. De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative. In : *Revue française de science politique*. 1999. Vol. 49, n° 1, p. 31-50. DOI 10.3406/rfsp.1999.395353.

TROM, Danny et ZIMMERMAN, Bénédicte, 2001. Cadres et institution des problèmes publics. Les cas du chômage et du paysage. In : *Les formes de l'action collective: mobilisations dans des arènes publiques*. Ecole des hautes études en sciences sociales. Paris : Editions de l'EHESS. p. 281-315.

ZASK, Joëlle, 2003. La politique comme expérimentation. In : DEWEY, John, *Le public et ses problèmes*. Pau : Éditions Léo Scheer. p. 7-43. ISBN 9782844901095.

ZASK, Joëlle, 2008. Le public chez Dewey : une union sociale plurielle. In : 15 [en ligne]. 2008. [Consulté le 9 février 2010]. Disponible à l'adresse : <http://traces.revues.org/index753.html>.